

RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011-2012

L'hon. Blaine Higgs

Ministre des Finances

Novembre 2011

Rapport sur le deuxième trimestre de 2011-2012

Publié par le:

Ministère des Finances
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
C. P. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Novembre 2011

Traduction :

Bureau de traduction, Approvisionnement et Services

ISBN 978-1-55396-346-2



Pensez à recycler!

Compte rendu économique pour 2011

Résumé statistique pour 2011 (jusqu'à présent)			
Taux de croissance			
	N.-B.	Canada	Période de
	2010 à 2011		référence
Population et population active			
Population totale	0,3	1,0	juillet
Emploi	-1,5	1,7	janv.-sept.
Taux de chômage (%)	9,8	7,6	janv.-sept.
Indicateurs			
Exportations à l'étranger	18,3	10,8	janv.-août
Commerce de détail	4,6	3,4	janv.-août
Rémunération hebdomadaire moyenne	3,7	3,1	janv.-juil.
Mises en chantier	-16,2	-0,8	janv.-sept.
Ventes à la fabrication	16,1	6,5	janv.-août
Indice des prix à la consommation	3,4	3,0	janv.-sept.

Les changements sont exprimés en pourcentage sauf indication contraire.

Source : Statistique Canada

- Le ministère des Finances a baissé son estimation du PIB réel en 2011 à 1,2 % et cela est conforme au dernier sondage effectué auprès des prévisionnistes du secteur privé. On s'attend à un taux de croissance plus bas surtout en raison de la diminution du marché du travail au Nouveau-Brunswick et d'une croissance plus faible que celle prévue aux États-Unis et en Europe.
- La population du Nouveau-Brunswick a augmenté pour la quatrième année consécutive en 2011, ce qui fait une hausse de presque 10 000 résidents depuis 2007-2008.
- La population active du Nouveau-Brunswick a diminué en 2011 imputable à une baisse de 5 400 emplois jusqu'à présent cette année. Les gains en emplois à temps partiel n'ont pas suffi à compenser les pertes d'emplois à plein temps.
- Malgré la perte d'emplois, la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne dans la province a dépassé celle pour le Canada.
- Le Nouveau-Brunswick demeure chef de file pour la croissance des exportations et des ventes à la fabrication jusqu'à présent en 2011, en grande partie à cause de la hausse des prix de l'énergie au niveau mondial.
- Le commerce de détail jouit d'une bonne croissance jusqu'à présent cette année avec une augmentation de 4,6 %, ce qui est supérieur à celle de 3,4 % pour le Canada.
- L'inflation des prix à la consommation dans la province était en moyenne de 3,4 %, ce qui est légèrement plus élevé que le taux d'inflation nationale de 3,0 %.

Compte rendu financier pour 2011-2012

D'après l'information sur le deuxième trimestre, on a révisé le déficit prévu pour 2011-2012 à 545,7 millions de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 96,9 millions par rapport aux prévisions budgétaires de 448,8 millions de dollars et d'une augmentation de 31,4 millions comparativement au rapport pour le premier trimestre.

Il est prévu que la dette nette augmentera de 700,3 millions de dollars en glissement annuel, ce qui représente une hausse de 70 millions par rapport au budget et une hausse de 21,9 millions comparativement au rapport pour le premier trimestre.

On estime que les revenus seront de 37 millions de dollars inférieurs à ceux prévus au budget. Voici certains des écarts significatifs :

- On prévoit une baisse de 50 millions dans l'impôt sur le revenu des particuliers en raison d'un rajustement négatif pour l'année d'imposition 2010 et d'un affaissement de l'économie.
- Le rendement sur les investissements a baissé de 18,7 millions. Le revenu de la Société des loteries et des jeux a chuté de 8,5 millions en raison des mêmes facteurs mentionnés dans le rapport sur le premier trimestre, c'est-à-dire : des profits moindres que ceux prévus et des paiements plus élevés que prévu aux Premières Nations. De plus, un volume de vente moins élevé que prévu pour la Société des alcools du Nouveau-Brunswick a entraîné une baisse de 10,4 millions.
- Le financement de l'Organisme de service spécial a baissé de 7,9 millions surtout en raison des diverses ententes de financement au sein de la Société de développement régional, ce qui est compensé par une réduction des dépenses.
- La taxe sur les minéraux métalliques a enregistré une hausse de 11 millions qui est attribuable à des prix mondiaux plus élevés que prévu pour le zinc.
- L'impôt des sociétés a enregistré une hausse de 10,4 millions en raison de la hausse prévue du revenu imposable des sociétés.
- Les droits des licences et permis ont augmenté de 7,4 millions surtout en raison d'une augmentation du volume de vente pour les immatriculations de véhicules moteurs.
- La taxe sur le capital des corporations financières a enregistré une hausse de 6 millions en raison de l'augmentation du capital des grandes banques.

Le total des dépenses s'élève à 59,9 millions de dollars de plus que les prévisions budgétaires principalement en raison des facteurs suivants :

- une augmentation de 6,3 millions pour Agriculture, Aquaculture et Pêches surtout attribuable aux hausses prévues dans les programmes fédéraux-provinciaux actuels pour la gestion des risques des exploitations agricoles.
- une augmentation de 8,5 millions au ministère de la Santé surtout attribuable à des dépenses plus élevées que prévu pour le Plan des médicaments sur ordonnance.
- des dépenses additionnelles dans les services gouvernementaux généraux, y compris une hausse de 43,7 millions dans les régimes de retraite et avantages sociaux prescrits par la loi ainsi qu'un montant additionnel de 6,4 millions en provisions pour pertes.
- une hausse de 9,6 millions au ministère du Développement social surtout attribuable à l'augmentation des dépenses du Programme de sécurité du revenu.
- une hausse de 8,1 millions dans la charge d'amortissement.

Ces augmentations sont en partie compensées par la sous-utilisation de certains fonds comme ceux qui suivent :

- une baisse de 18,4 millions de dollars au ministère des Transports surtout attribuable à la reconnaissance des paiements des réfections en vertu des partenariats publics-privés comme des investissements dans les immobilisations corporelles.
- une baisse de 8,5 millions pour l'Organisme des services spéciaux de la Société de développement régional qui est compensée par une réduction des revenus.
- une baisse de 9,0 millions dans le service de la dette publique imputable à des taux d'intérêts moins élevés que prévu.

ÉTAT COMPARATIF DE L'EXCÉDENT OU DU DÉFICIT

Milliers

\$

Année se terminant le 31 mars

	2012 Prévisions	2012 2 ^e trimestre
Recettes		
Compte ordinaire.....	7 232 630	7 202 425
Compte de capital.....	215	648
Compte à but spécial.....	60 678	61 236
Compte d'organisme de service spécial (nettes).....	83 548	75 679
Gains du fonds d'amortissement.....	228 600	228 000
Amortissement des contributions d'immobilisations reportées.....	36 408	37 074
Recettes totales.....	7 642 079	7 605 062
Charges		
Compte ordinaire.....	7 538 713	7 594 764
Compte de capital.....	70 510	74 185
Compte à but spécial.....	67 728	68 466
Compte d'organisme de service spécial (nettes).....	85 965	77 258
Amortissement des immobilisations corporelles.....	327 985	336 132
Charges totales.....	8 090 901	8 150 805
Excédent (Déficit).....	<u>(448 822)</u>	<u>(545 743)</u>

ÉTAT COMPARATIF DES RECETTES BRUTES PRÉVUES SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

Année se terminant le 31 mars

	2012 Prévisions	2012 2 ^e trimestre
Taxes et impôts		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 279 000	1 229 000
Impôt sur le revenu des corporations.....	243 600	254 000
Taxe sur les minéraux métalliques.....	39 000	50 000
Impôt foncier provincial.....	448 000	448 000
Taxe de vente harmonisée.....	1 083 800	1 087 200
Taxe sur l'essence et les carburants.....	247 300	247 300
Taxe sur le tabac.....	145 300	145 300
Taxe sur le pari mutuel.....	640	630
Taxe sur les primes d'assurance.....	43 154	43 354
Taxe sur le transfert de biens réels.....	6 400	6 400
Taxe sur le capital des corporations financières.....	14 000	20 000
Total partiel : taxes et impôts.....	3 550 194	3 531 184
Produits de placements.....	423 870	405 166
Licences et permis.....	122 167	129 573
Vente de biens et services.....	289 630	287 064
Redevances.....	85 920	85 520
Amendes et intérêts de pénalités.....	8 956	8 214
Recettes diverses.....	29 447	29 558
TOTAL : RECETTES DE PROVENANCE INTERNE.....	4 510 184	4 476 279
Subventions inconditionnelles – Canada		
Paiements de péréquation.....	1 632 600	1 632 600
Transfert canadien en matière de santé.....	605 700	605 700
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	251 400	252 700
Tranfert visant la réduction des temps d'attente.....	5 459	5 480
Autres.....	1 938	1 938
Total partiel : subventions inconditionnelles – Canada.....	2 497 097	2 498 418
Subventions conditionnelles – Canada.....	225 349	227 728
TOTAL : SUBVENTIONS DU CANADA.....	2 722 446	2 726 146
TOTAL : RECETTES BRUTES AU COMPTE ORDINAIRE.....	7 232 630	7 202 425

ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES BRUTES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers

\$

Année se terminant le 31 mars

MINISTÈRE	2012	2012	2012	Variance		
	Prévisions	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	des prévisions		
				\$	%	
Affaires intergouvernementales.....	3 066	3 056	3 056	(10)	-0,3%	✓
Agence de l'efficacité et de la conservation énergétiques du Nouveau-Brunswick.....	17 040	17 040	17 040	0	0,0%	
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	40 372	41 382	46 686	6 314	15,6%	!
Approvisionnement et Services.....	125 226	125 226	125 226	0	0,0%	
Assemblée législative.....	20 513	22 314	22 520	2 007	9,8%	!
Bureau des ressources humaines.....	3 092	2 892	2 842	(250)	-8,1%	✓
Bureau du Conseil exécutif.....	5 623	5 614	5 613	(10)	-0,2%	✓
Cabinet du premier ministre.....	1 590	1 586	1 590	0	0,0%	
Cabinet du procureur général.....	17 538	17 338	17 283	(255)	-1,5%	✓
Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes.....	274 101	274 101	274 101	0	0,0%	
Développement social.....	1 009 941	1 019 033	1 019 533	9 592	0,9%	!
Éducation et Développement de la petite enfance...	1 060 976	1 060 976	1 060 976	0	0,0%	
Éducation postsecondaire, Formation et Travail....	304 033	305 284	304 325	292	0,1%	
Énergie.....	2 910	2 890	2 890	(20)	-0,7%	✓
Entreprises Nouveau-Brunswick.....	28 341	28 641	28 641	300	1,1%	
Environnement.....	16 563	16 788	16 788	225	1,4%	
Finances.....	20 522	19 822	19 822	(700)	-3,4%	✓
Gouvernement général.....	647 853	684 922	703 844	55 991	8,6%	!
Gouvernements locaux.....	119 808	119 808	119 667	(141)	-0,1%	✓
Investir N.-B.	3 000	3 000	3 000	0	0,0%	
Justice et Consommation.....	43 470	44 670	44 595	1 125	2,6%	!
Mieux-être, Culture et Sport.....	19 092	19 092	19 092	0	0,0%	
Ressources naturelles.....	111 401	111 401	111 401	0	0,0%	
Santé.....	2 534 448	2 553 614	2 542 982	8 534	0,3%	!
Sécurité publique.....	135 862	135 862	135 862	0	0,0%	
Service de la dette publique.....	679 993	679 993	671 000	(8 993)	-1,3%	✓
Société de développement régional.....	74 244	74 244	74 244	0	0,0%	
Tourisme et Parcs.....	28 959	29 094	29 444	485	1,7%	
Transports.....	189 136	168 446	170 701	(18 435)	-9,7%	✓
CHARGES TOTALES.....	7 538 713	7 588 129	7 594 764	56 051	0,7%	

✓ Sous-utilisation prévue des fonds

! Surutilisation en plus de \$ 500 000 est prévue

Les prévisions de 2012 ont été redressées pour inclure les transferts et réorganisations ministériels.

ÉTAT COMPARATIF DE L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE
Milliers
\$

	<u>Année se terminant le 31 mars</u>	
	2012 Prévisions	2012 2^e trimestre
Excédent (Déficit).....	(448 822)	(545 743)
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	(522 406)	(503 837)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	327 985	336 132
Recettes reçues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles.....	49 395	50 214
Amortissement des contributions d'immobilisations reportées.....	<u>(36 408)</u>	<u>(37 074)</u>
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	<u>(630 256)</u>	<u>(700 308)</u>